

Ce que pourrait être une politique économique de gauche

Michel Husson

L'Économie politique n°63, Juillet 2014



Définir ce que pourrait être une politique économique de gauche est, dans le contexte actuel, un exercice aussi périlleux que nécessaire. Plutôt que de dérouler un programme, cette contribution se borne à proposer des remarques de méthode, après avoir succinctement rappelé les raisons de l'échec de l'orientation de François Hollande. Deux tâches semblent aujourd'hui indispensables si l'on veut esquisser un programme alternatif : abandonner le fétichisme des outils et des normes pour redéfinir les objectifs d'une politique de gauche, et prendre la mesure exacte du degré de rupture nécessaire.

L'échec annoncé du « socialisme de l'offre »

La situation actuelle, économique et politique, peut au fond s'expliquer par le grand écart qui existe entre la profondeur de la crise et les postulats fondamentaux de la politique de François Hollande. La crise est profonde, tout le monde le reconnaît, mais sans en mesurer réellement l'ampleur et ce qu'elle implique. Cette crise est d'abord une perte considérable et irréversible de production, d'emplois et de productivité, bref une déviation durable par rapport à la trajectoire antérieure. A cela s'ajoute le fait que les rentiers n'ont pas « pris leurs pertes » et qu'un stock considérable de dettes s'est ainsi accumulé. Plus fondamentalement, cette crise est aussi celle d'un mode de fonctionnement particulier du capitalisme auquel il est difficilement concevable de revenir. Les politiques menées aujourd'hui en Europe visent pourtant à rétablir par la force ce mode de fonctionnement, en profitant de la crise pour faire passer les réformes structurelles qui équivalent à une régression du double point de vue des dépenses sociales et du statut du salarié.

Face à cette thérapie de choc, une orientation sociale-libérale pouvait-elle représenter une alternative viable ou au moins une tactique d'évitement ? Tel était en somme le projet de François Hollande qui reposait, avant même son supposé tournant du début de 2014, sur deux postulats essentiels : tout miser sur la reprise de la croissance et en même temps revenir à l'équilibre budgétaire.

François Hollande est depuis longtemps convaincu que la croissance est le seul moyen de créer des emplois, et le préalable à toute redistribution des richesses. C'est ce que montre bien un entretien accordé à cette même revue en 2008¹, alors qu'il n'était encore que le premier secrétaire du Parti socialiste. A la première question, qui lui demandait s'il fallait « agir politiquement sur la répartition de la valeur ajoutée entre

¹ « [Quelle politique économique pour la gauche ?](#) », entretien avec François Hollande, *L'économie politique* n°40, octobre 2008.

salaires et profits », sa réponse immédiate fut la suivante : « ce qu'il faut d'abord, c'est créer plus de valeur ajoutée. La gauche ne peut s'intéresser à la seule répartition. Elle doit régler l'insuffisance de création de la richesse. » Et il ajoutait - déjà - que le nécessaire soutien de la demande « ne peut être efficace que s'il s'accompagne d'une politique de l'offre. »

Pendant sa campagne, François Hollande avait tout aussi clairement affirmé la nécessité de « rééquilibrer nos comptes publics dès 2013 (...) pas pour céder à je ne sais quelle pression des marchés ou des agences de notation mais parce que c'est la condition pour que notre pays retrouve confiance en lui². » Dès décembre 2011, sa conseillère Karine Berger (alors directrice marchés et marketing chez Euler Hermes) chiffrait - déjà - à 50 milliards d'euros l'effort budgétaire à consentir³. Enfin, pour contrebalancer le fameux discours du Bourget désignant « le monde de la finance » comme son seul adversaire⁴, François Hollande s'était empressé de le rassurer : « la gauche a été au gouvernement pendant quinze années durant lesquelles nous avons libéralisé l'économie et ouvert les marchés à la finance et aux privatisations. Il n'y a pas de grande crainte à avoir⁵. »

Ce projet ne pouvait fonctionner, pour une raison simple qu'il était facile d'anticiper : les deux postulats ne sont pas compatibles⁶ : la croissance s'éloigne à proportion de l'austérité budgétaire, c'est un fait aujourd'hui bien établi. Quelques années plus tard, François Hollande est toujours dans l'attente du « retournement » de la conjoncture.

Partir des objectifs

La question qui reste entière est au fond celle-ci : pourquoi un gouvernement de gauche ne mène pas vraiment une politique de gauche ? Avant d'essayer d'y répondre, il faut donc se demander ce que pourrait être cet autre « retournement », celui qui conduirait vers une véritable politique de gauche. Pour répondre à cette question préalable, il faut procéder à un autre retournement, qui consiste à définir une telle politique par ses objectifs, plutôt que comme une modalité supposée plus « sociale » d'adaptation à des contraintes acceptées comme telles. Il faut donc inverser les fins et les moyens et dire d'emblée ce que devraient être ces objectifs.

Ils pourraient être simplement résumés ainsi : assurer à toutes et tous un emploi et/ou un revenu décent, l'accès à des services publics de qualité et, pourrait-on dire aussi, une planète décente. Bref la *common decency* de George Orwell. Plutôt que fétichiser les contraintes et les outils, la bonne méthode est de partir de la définition des objectifs et d'utiliser tous les moyens de la puissance politique pour y parvenir. Toute une série

² François Hollande, « [La dette est l'ennemie de la gauche et de la France](#) », *LeMonde.fr*, 16 juillet 2011.

³ Marc Joanny et Jean-Baptiste Vey, « [Hollande pour un effort budgétaire de 50 milliards en 2012-2013](#) » décembre 2011, *latribune.fr*, 18 novembre 2011.

⁴ [Discours de François Hollande au Bourget](#), 22 janvier 2012.

⁵ *The left was in government for 15 years in which we liberalised the economy and opened up the markets to finance and privatisations. There is no big fear*, « [François Hollande seeks to reassure UK and City of London](#) », *The Guardian*, 14 février 2012.

⁶ Les mises en garde n'ont pas manqué ; voir par exemple le [Manifeste des économistes atterrés](#), Octobre 2011.

de règles ou de recommandations, doivent être reconsidérées de ce point de vue, qu'il s'agisse par exemple de la sortie de l'euro ou de l'équilibre budgétaire : ni l'une ni l'autre ne devrait être une fin en soi.

L'emploi d'abord

On peut dérouler cette logique à partir de la question centrale qui est aujourd'hui celle de l'emploi. De ce point de vue, l'avenir est sombre : selon la Commission européenne, le taux de chômage devrait passer de 10,8 % en 2013 à 11 % en 2015, et de 12,1 % à 11,7 % pour l'ensemble de la zone euro⁷. On voit mal dans ces conditions comment on pourrait envisager un recul significatif du chômage de masse dans les années à venir. Il serait donc grand temps pour la gauche de faire d'un retour au plein emploi la priorité des priorités.

Il se trouve que les deux seules pistes possibles sont tout à fait contraires à l'air du temps : ce sont la réduction du temps de travail et l'Etat employeur en dernier ressort. Cette dernière piste a été relancée récemment par Cédric Durand et Dany Lang⁸ qui reprennent les suggestions de Hyman Minsky⁹. Cette référence est importante parce que Minsky a développé une critique rigoureuse du postulat cher à Hollande selon lequel « la croissance économique est désirable et (...) est réglée par l'investissement privé »¹⁰. Il renouait ainsi avec le véritable message de Keynes, pour qui « le problème vraiment fondamental » était « de fournir un emploi à chacun¹¹ » et qui s'indignait ainsi : « La force de travail de l'ensemble des chômeurs est disponible pour augmenter la richesse nationale. Il serait fou de croire que l'on irait à la ruine financière si l'on cherchait à l'employer et qu'il serait plus raisonnable de perpétuer l'inactivité¹² »

Il y aurait là un retournement fructueux¹³ et adapté aux pays les plus touchés par la crise. Une étude prospective récente¹⁴ portant sur la Grèce compare plusieurs stratégies de sorties de crise (« plan Marshall », moratoire sur les intérêts de la dette, émission de nouveaux titres de la dette) et montre que, compte tenu de la faible élasticité-prix du commerce extérieur grec, la meilleure stratégie est celle de l'Etat employeur en dernier ressort, qui a des « effets immédiats dur le niveau de vie tout en réduisant l'impact sur la dette extérieure. »

⁷ Commission européenne, *Prévisions d'hiver 2014 : la reprise gagne du terrain*, 25 février 2014.

⁸ Cédric Durand et Dany Lang, « [L'Etat employeur en dernier ressort](#) », *Le Monde Economie*, 7 janvier 2013.

⁹ Hyman P. Minsky, « [The Strategy of Economic Policy and Income Distribution](#) », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 409, 1973 ; *Stabilizing an Unstable Economy*, McGraw-Hill, 2008 [1986].

¹⁰ *Economic growth is desirable, and the growth rate is determined by the pace of private investment.*

¹¹ «The real problem fundamental yet essentially simple... [is] to provide employment for everyone», Keynes, *Collected Writing*, volume XXVII, 1980, p. 267, cité par Alan Nasser, « [What Keynes Really Prescribed](#) », *CounterPunch*, vol.19, n°19, 2012.

¹² «The whole of the labor of the unemployed is available to increase the national wealth. It is crazy to believe that we shall ruin ourselves financially by trying to find means for using it and that safety lies in continuing to maintain idleness», Keynes, *Collected Writing*, volume XIX, 1981, p. 881, cité par Alan Nasser.

¹³ Pour des propositions plus récentes et quelques exemples d'expériences, voir : Pavlina R. Tcherneva « Full Employment: [The Road Not Taken](#) », Levy Economics Institute, March 2014.

¹⁴ Dimitri B. Papadimitriou, Michalis Nikiforos, Gennaro Zezza « [Prospects and policies for the Greek economy](#) », Levy Economics Institute, February 2014.

Certes, cela suppose d'inverser la logique capitaliste, selon laquelle il faut être rentable pour être employable. C'est d'ailleurs le fond des analyses dominantes du chômage : ce dernier s'expliquerait toujours par un « coût du travail » trop élevé par rapport à la productivité individuelle des travailleurs les moins qualifiés, ou par rapport aux normes salariales s'établissant sur le marché mondial. De ce point de vue, les allègements de « charges » ont pour fonction de rendre rentables, donc employables, une partie des candidats à l'emploi. Mais le potentiel de créations d'emplois que l'on peut attendre de telles mesures est faible, coûteux, voire nul. Le principe de l'Etat comme employeur en dernier ressort remet au contraire les choses à l'endroit : il y a des millions de personnes qui cherchent un emploi d'un côté, des besoins à satisfaire de l'autre. Pourquoi la société devrait-elle se priver de cet apport potentiel ?

Un calcul de coin de table montre qu'un million d'emplois publics payés au salaire moyen coûterait à l'Etat 16,4 milliards d'euros¹⁵, à comparer par exemple aux 30 milliards d'euros accordés aux entreprises sans aucune garantie de création d'emplois.

Le deuxième grand retournement serait de renouer avec la réduction du temps de travail dans le secteur privé. La réduction de la durée du travail a, contrairement au discours patronal, fait ses preuves. Près de deux millions d'emplois ont été créés entre 1997 et 2002, et la courbe de l'emploi a franchi une spectaculaire marche d'escalier qui n'a pas été redescendue ensuite¹⁶.

La peau de chagrin de la social-démocratie

Utopisme, surenchère, calculs de coins de table et politique de gribouille : on voit bien à quoi s'exposent de telles propositions. Ces réactions trop prévisibles posent cependant une question de fond : pourquoi ce qui a fonctionné pendant des décennies - la recherche du plein emploi et la réduction du temps de travail - apparaît aujourd'hui comme autant d'inaccessibles mirages ? Pourquoi des pistes qui auraient pu être en d'autres temps qualifiées de réformistes ou social-démocrates sont-elles dorénavant tenues pour ultra-radicales ?

Une explication de ce paradoxe nécessiterait une analyse de fond de la crise et de la période qui l'a précédée¹⁷. On peut l'esquisser de la manière suivante : depuis le milieu des années 1970, la productivité du travail a fortement ralenti. Or, c'étaient les gains de productivité élevés qui avaient permis la mise en place en France et en Europe d'un capitalisme relativement régulé et susceptible de redistribuer ces gains de productivité sous forme de créations d'emplois, de baisse de la durée du travail et de développement de l'Etat social. La source s'étant tarie, le capitalisme néo-libéral n'avait comme recours qu'une baisse de la part des salaires, la montée de la précarité du travail, et un grignotage de l'Etat social. La crise a fait éclater cette configuration

¹⁵ Ce calcul tient compte des prestations économisées, des recettes fiscales supplémentaires et des frais de fonctionnement induits. Voir Anne Debrégeas, « [Combien coûte un million d'emplois publics](#) », juillet 2013.

¹⁶ Michel Husson et Stéphanie Treillet, « [La réduction du temps de travail : un combat central et d'actualité](#) », *ContreTemps* n° 20, 2014 ; Michel Husson, « [Unemployment, working time and financialisation: the French case](#) », *Cambridge Journal of Economics*, 2013.

¹⁷ Michel Husson, « [Le capitalisme embourbé](#) », dans Hadrien Buclin, Joseph Daher, Christakis Georgiou et Pierre Raboud (dir.), *Penser l'émancipation, Offensives capitalistes et résistances collectives*, La Dispute, 2013.

fondamentalement instable et laisse les sociétés embourbées dans une récession chronique qui s'accompagne du maintien ou du creusement des inégalités, de l'enkystement du chômage de masse et de l'effet corrosif des réformes dites structurelles. Et cet épuisement des gains de productivité implique aussi un rétrécissement continu du champ social-démocrate parce que sa base matérielle s'est réduite comme une peau de chagrin.

On se trouve donc à la croisée des chemins. Le choix est entre une gestion « paramétrique » de la configuration héritée des décennies néo-libérales et une bifurcation systémique vers un autre modèle de développement. Le véritable levier qui permet de passer d'une orientation à l'autre est, contrairement au postulat fondamental de François Hollande, une modification significative de la répartition des revenus, et non la quête illusoire d'un taux de croissance élevé. Compte tenu de la configuration néo-libérale, il n'y a en effet aucune garantie qu'un retour de la croissance conduise à une répartition plus égalitaire, et l'expérience montre que la défense des droits de tirage acquis sur la richesse par une étroite couche sociale est en soi un facteur récessif.

La question de la répartition est donc la question-clé que l'on peut rapporter aux deux leviers de créations d'emplois évoqués plus haut. La viabilité de la réduction du temps de travail suppose de revenir sur la captation des gains de productivité par les rentiers et la création *ex nihilo* d'emplois publics implique une réforme fiscale et un financement du déficit public en dehors des marchés financiers.

Mais le critère le plus décisif est la compatibilité avec la perspective d'une transition écologique. Il devrait être clair de ce point de vue que le « socialisme de l'offre » ne répond pas à ce critère. En donnant la priorité à la compétitivité et à l'équilibre budgétaire, il barre la route au financement public d'investissements utiles et donne la priorité à un projet assez vain de reconquête des parts de marché perdues. La priorité à l'emploi esquissée plus haut est au contraire compatible avec la nécessaire bifurcation vers un autre modèle de développement moins productiviste et plus centré sur la satisfaction des besoins sociaux. Elle ne conduit d'ailleurs pas forcément à la décroissance mais à un autre contenu de la croissance.

Les ruptures nécessaires

Pour mettre en œuvre une telle orientation et sortir par le haut de la crise, il faudrait au fond, pour reprendre une forte formule de Patrick Artus : « accepter un rendement plus faible des placements, une rentabilité plus faible du capital¹⁸. » Ce principe, abstrait mais profondément juste, permet de mesurer l'ampleur du défi. Et l'on pourrait le décliner en répétant qu'aucune alternative n'est possible si on ne lève pas l'hypothèque de la dette et si on laisse inchangée la répartition des revenus. Les nécessaires ruptures ont donc deux cibles principales qui n'en sont au fond qu'une seule : il s'agit de revenir sur les privilèges accumulés par une couche sociale étroite et dont le maintien est en quelque sorte garanti constitutionnellement par les institutions et les traités européens.

¹⁸ Patrick Artus, « [Et maintenant, que faut-il faire ?](#) », Natixis, *Flash* n° 42, 29 janvier 2008.

Il faut alors distinguer deux points de vue. D'un côté, on peut raisonnablement considérer que ces ruptures sont totalement hors de portée dans la conjoncture politique et sociale actuelle. Mais, si de telles ruptures ne sont pas amorcées, alors il est tout aussi raisonnable de penser que la perspective des années à venir restera marquée par le chômage de masse et la régression sociale.

La limite fondamentale du social-libéralisme est alors la suivante : il se refuse à amorcer les ruptures nécessaires parce qu'elles impliqueraient un degré d'affrontement social qu'il n'est pas disposé à assumer. Et le capitalisme ne dégage plus (en tout cas en Europe) les gains de productivité qui constituaient la base matérielle de la social-démocratie¹⁹.

Un programme « à trois étages »

On peut alors se risquer à esquisser les grandes lignes d'un programme de transformation sociale qui devrait aller bien au-delà d'une politique « de demande », autrement dit une relance par la consommation. Il combinerait trois « étages » qui doivent s'emboîter. Le premier est celui de la rupture, qui poursuit trois objectifs : se donner les moyens d'une autre politique en se protégeant des mesures de rétorsion prévisibles, réparer les dégâts de la crise, et construire d'emblée une double légitimité. Légitimité sociale par l'amélioration immédiate des conditions d'existence de la majorité en donnant la priorité aux bas revenus (Smic et minima sociaux) ; légitimité européenne en rompant avec l'euro-libéralisme, non pas à la recherche d'une issue nationale, mais au nom d'un projet alternatif susceptible d'être étendu à l'ensemble de l'Europe.

Le deuxième étage est celui de la bifurcation. Il vise à enraciner le processus de transformation notamment par des créations massives d'emploi (réduction du temps de travail et créations *ex nihilo* d'emplois utiles) et par la mise en place d'un nouveau statut du salarié. C'est le moyen d'enclencher le grand renversement qui doit déconnecter les emplois de la rentabilité dont ils peuvent être porteurs. Dans ce processus, la légitimité sociale peut se renforcer par les droits nouveaux des travailleurs notamment sous forme d'un contrôle sur les modalités de la réduction du temps de travail et sur la réalité des emplois créés.

Enfin, le troisième étage est celui de la transition vers un nouveau mode de développement, fondé sur trois ensembles de principes :

- démarchandisation et extension des services publics ;
- relocalisations et nouvelles coopérations internationales ;
- planification écologique et nouvelle politique industrielle.

Ces trois « étages » doivent être présents dès le départ, tout en prenant en compte les rythmes différents. Ainsi, la revalorisation du Smic et des minima sociaux est une mesure qui peut et doit être prise immédiatement. Mais elle n'est pas suffisante en soi et doit être combinée avec la mise en place d'un mode de satisfaction non marchand des besoins sociaux. Prenons l'exemple du logement : on sait que l'explosion des loyers

¹⁹ Michel Husson, « [Economie politique du social-libéralisme](#) », *Mouvements* n 69, printemps 2012.

est l'une des principales causes de la dégradation du niveau de vie. Dans ces conditions, faut-il indexer les salaires sur les loyers ou encadrer ces derniers et entreprendre un programme de construction de logements? Clairement, il faut basculer d'une logique de préservation immédiate du pouvoir d'achat à une logique d'offre de logements à des prix décents tout en sachant qu'elle ne peut avoir d'effets instantanés.

Cette démarche a le mérite d'apporter une réponse cohérente et adaptée à la nouvelle période ouverte par la crise. Elle peut, encore une fois, sembler utopique ou exagérément radicale. Mais, d'un autre côté, le projet social-libéral d'adaptation aux règles du jeu actuelles est suicidaire et c'est pourquoi Hollande semble condamné à suivre la même trajectoire que celle de Zapatero en Espagne. Seul un sursaut pourrait permettre de faire dévier cette trajectoire : un « retournement » n'y suffira pas.